L'Agroindicateur

Décembre 2010

L'AGROINDICATEUR 2010 :

Une performance comparable à celle des dernières années

La Financière agricole Québec

La situation financière des producteurs agricoles québécois, pour l'année 2010, devrait se comparer à la moyenne des dernières années, malgré un léger recul par rapport à 2009. Après avoir été défavorable en début d'année, la conjoncture est désormais propice à un redressement des recettes monétaires provenant du marché.

Ce constat est appuyé par l'*Agroindicateur* de La Financière agricole, qui présente un résultat de - 1,2 pour l'année 2010. Selon ce baromètre, une valeur inférieure à 0 signale généralement une conjoncture moins favorable, dans l'ensemble, par rapport à l'année précédente, alors qu'une valeur supérieure à 0 indique habituellement une amélioration des conditions économiques agricoles au cours de l'année concernée. L'Agroindicateur est un indice construit à partir de variables qui reflètent les conditions économiques agricoles au Québec.

L'AGROINDICATEUR 2010 :
Une performance comparable à celle des dernières années

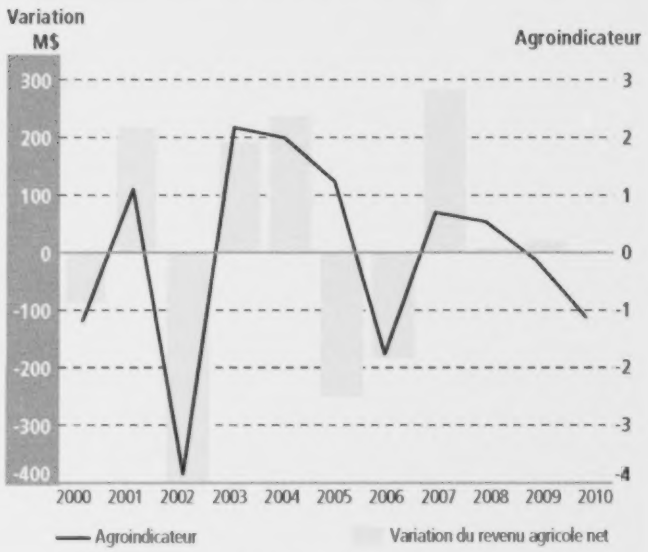
LE CONTEXTE

En fait, l'Agroindicateur 2010 reflète une conjoncture variable dans certains des principaux secteurs de production au Québec. Les premiers mois de 2010 ont été marqués par le prix inférieur de la récolte de l'automne 2009 de grains et de céréales, par rapport à celle de 2008. De plus, le retour du dollar canadien à la parité ou presque avec le dollar américain a retardé, pour les éleveurs locaux, l'effet du redressement du prix des viandes sur les marchés nord-américains. En effet, le dollar canadien se transigeait autour de 0,80 $US durant l'hiver 2009, avant de graduellement remonter jusqu'à près de 1,00 $US au début de 2010. Dans ces circonstances, les recettes monétaires provenant du marché au Québec ont poursuivi, en début d'année, la baisse amorcée au milieu de 2009.

Même si la reprise économique mondiale présente encore des signes de fragilité, plusieurs facteurs ont encouragé un redressement du prix des denrées agricoles au cours de la deuxième moitié de cette année. Des conditions climatiques défavorables dans l'Ouest canadien et en Russie ont favorisé des prix plus élevés pour la récolte de 2010 des céréales, tandis que le prix des viandes a réagi à la réduction des troupeaux nord-américains. Pour les trois premiers trimestres de l'année, les recettes monétaires provenant du marché ont ainsi affiché une augmentation de 1 % au Québec, et tout indique que la croissance aura été plus importante au quatrième trimestre. Par ailleurs, les coûts liés à plusieurs postes de dépenses, notamment ceux de l'énergie, ont été plus élevés cette année. Dans ce contexte, le résultat affiché par l'Agroindicateur laisse présager un revenu agricole net entre 650 et 700 M$ au Québec en 2010, soit un résultat du même ordre que la moyenne des cinq dernières années.

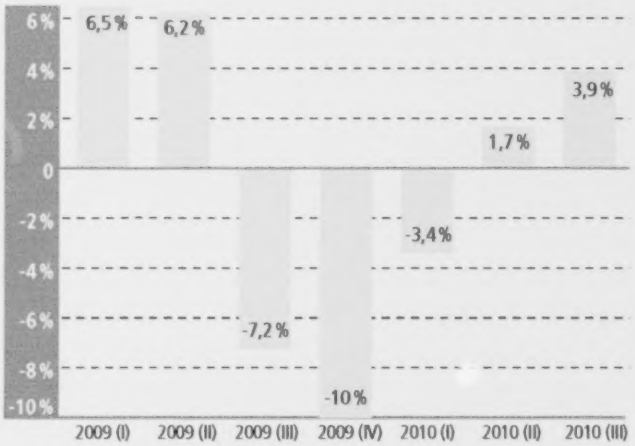
En raison du retard dans la publication des données officielles sur les recettes monétaires agricoles au cours du premier semestre de 2010, la parution de cette édition de *L'Agroindicateur* a été exceptionnellement retardée. Par ailleurs, les données de Statistique Canada pour le troisième trimestre de 2010 ont été publiées en même temps que celles pour le premier semestre.

Agroindicateur et revenu agricole net



Sources : La Financière agricole du Québec et Statistique Canada.

Variation* des recettes monétaires tirées du marché, Québec



* Par rapport au même trimestre de l'année précédente

Source : Statistique Canada.

Une performance comparable à celle des dernières années

LES CULTURES

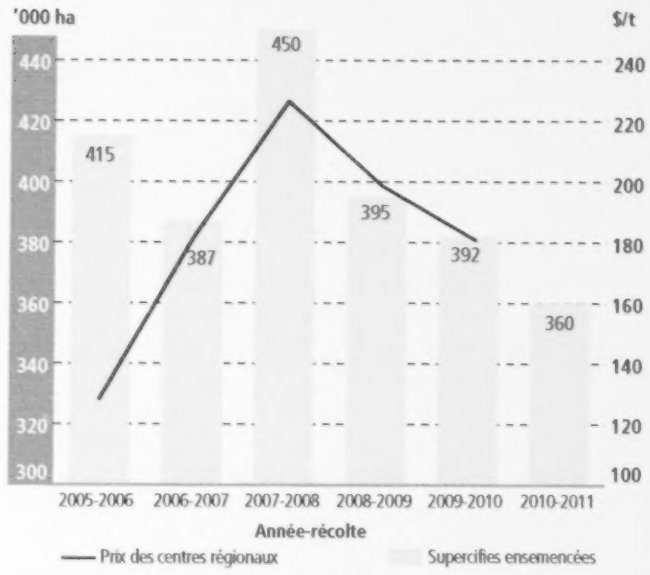
Dans l'ensemble, au Québec, l'évolution des recettes monétaires dans les productions végétales demeure largement tributaire de la production de grains et de céréales, plus particulièrement du maïs et du soya. À cet égard, des rendements supérieurs à la moyenne aux États-Unis ont favorisé des prix de référence inférieurs pour la récolte de 2009. S'ils ont été élevés aux États-Unis, les rendements à l'hectare au Québec ont affiché une baisse, en raison de conditions climatiques défavorables. Par conséquent, le volume de soya récolté à l'automne 2009 a diminué de 12 % au Québec, et ce, malgré une augmentation des superficies ensemencées. Dans le cas du maïs, la baisse de rendement, conjuguée au transfert de superficies vers le soya, a mené à une réduction de production de 14 %.

Dans ces circonstances, les revenus tirés de la vente de soya et de maïs ont totalisé 341 M$ au cours des trois premiers trimestres de 2010 au Québec, soit 19 % de moins que durant la même période en 2009. Cela dit, les conditions du marché dans les grains et les céréales sont demeurées plus avantageuses qu'elles ne l'étaient au cours de la première moitié des années 2000. En effet, à moins d'un revirement majeur, la récolte du maïs de l'automne dernier sera la cinquième consécutive à se transiger à 180 $/tonne ou plus dans les centres régionaux au Québec.

Le contexte laisse présager que la récolte de l'automne 2010 totalisera, conjointement pour le maïs et le soya, des recettes monétaires supérieures à celle de 2009. Le prix du maïs bénéficie, indirectement, de la mauvaise récolte de deux importants producteurs de blé, soit la Russie et l'Ouest canadien, qui ont souffert de conditions climatiques défavorables. Estimée à 30 %, l'ampleur des récoltes perdues a d'ailleurs amené la Russie à décréter un moratoire sur ses exportations de blé. De plus, le rendement à l'hectare de la récolte américaine de maïs a diminué en 2010, au point que le Département américain de l'agriculture prévoit une baisse de 50 % des stocks de report d'ici l'automne 2011. Pour sa part, le Québec a pu compter cette année sur des conditions climatiques qui ont entraîné de meilleurs rendements des cultures de grains et de céréales qu'en 2009. Cette amélioration a notamment permis, à la récolte de maïs de 2010, de revenir ou presque au volume récolté en 2008, et ce, malgré le transfert de superficies vers la production de soya. En d'autres termes, les producteurs de maïs du Québec profitent du double avantage que confèrent des rendements élevés jumelés à des prix élevés.

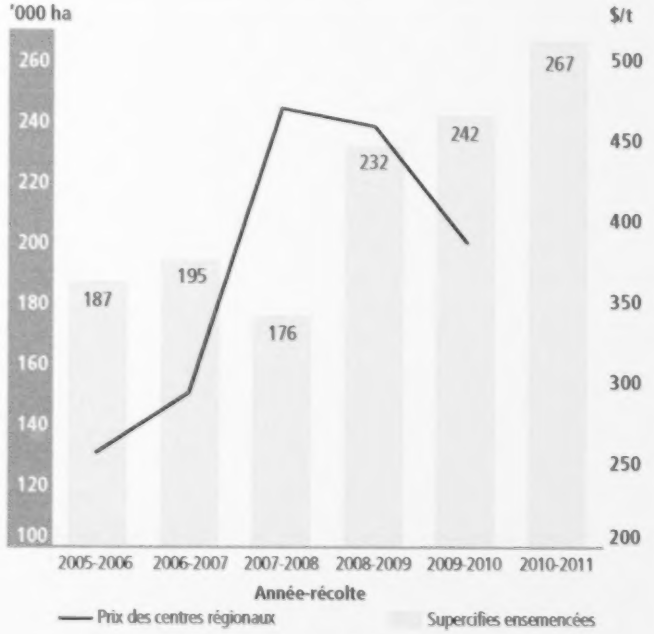
Si les grains et les céréales se transigent à des prix supérieurs depuis le milieu de la décennie, les producteurs ont aussi fait face à un relèvement du coût de certains intrants, tels que le carburant et les engrais. Sans être revenus à leur niveau record de 2008, les coûts de l'énergie ont augmenté en 2010.

Ensemencement et prix du maïs-grain au Québec



Sources : La Financière agricole du Québec et Statistique Canada.

Ensemencement et prix du soya au Québec



Sources : La Financière agricole du Québec et Statistique Canada.

Une performance comparable à celle des dernières années

LES PRODUCTIONS ANIMALES

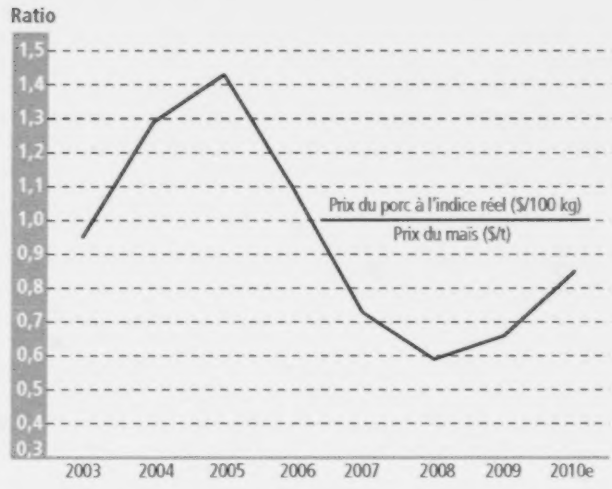
Après des années difficiles, le contexte a été un peu plus favorable, en 2010, à la production porcine. À l'échelle nord-américaine, la réduction du cheptel[1], une demande intérieure forte et la croissance des exportations outre-mer ont favorisé la hausse des prix de référence. Pour les éleveurs locaux, l'effet sur les prix de vente a été atténué par un dollar canadien plus élevé en 2010, mais le prix du porc s'est quand même redressé au Québec. Les recettes monétaires des éleveurs de porcs se sont accrues de 22 % au cours des trois premiers trimestres de 2010, par rapport à la même période en 2009. Tout indique que la croissance des recettes s'est poursuivie au cours de l'automne, malgré le creux saisonnier, en raison des prix supérieurs à ceux de l'automne 2009.

Au cours des dernières années, les éleveurs de porcs au Québec ont vu leur trésorerie affectée par des prix de vente défavorables, des coûts d'alimentation élevés et des épizooties. Le redressement du prix du porc contribue à réduire les pressions sur la trésorerie des entreprises porcines en 2010. Telle qu'illustrée sur le graphique ci-contre par le rapport entre le prix du porc et celui du maïs, la conjoncture du prix de vente et des coûts d'alimentation en 2010 a été la plus favorable depuis 2006. Les perspectives du prix des grains laissent cependant présager une hausse des coûts d'alimentation en 2011.

Les prix de référence nord-américains du bœuf se sont redressés au début de 2010, mais les éleveurs locaux n'ont pu en bénéficier pleinement. Les prix au Québec, au cours de la première moitié de 2010, sont demeurés inférieurs à ceux des premiers mois de 2009, et ce, tant pour le bœuf d'abattage que pour le veau lourd. Par ailleurs, un panel de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) analyse les plaintes du Canada et du Mexique sur les règles d'étiquetage du pays d'origine (COOL), récemment mises en place par les États-Unis. Ces règles ont notamment fait obstacle aux exportations canadiennes de bovins et de porcs. Concernant la plainte canadienne, le dépôt du rapport du panel de l'OMC est prévu pour juillet 2011.

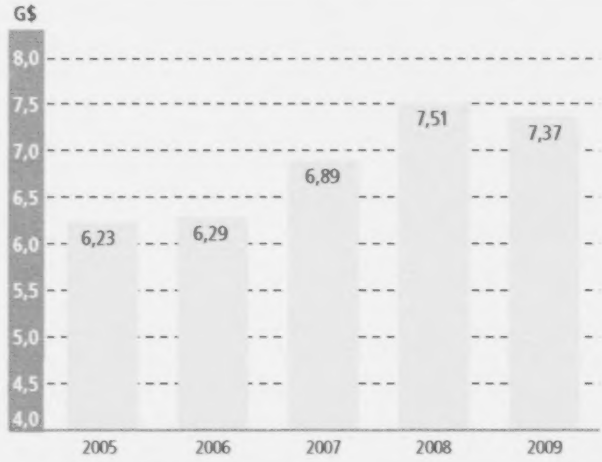
Les revenus sont moins volatils dans le secteur laitier, en raison du contexte de gestion de l'offre. Au cours des trois premiers trimestres de 2010, les recettes monétaires ont enregistré une hausse de 2 % au Québec. À noter que la Commission canadienne du lait n'a pas décrété de hausse du prix du lait de transformation au 1er février 2010, à cause d'une légère baisse du coût des intrants. À titre d'information, le prix du lait aux États-Unis s'est redressé en 2010 après avoir connu une chute importante au cours de la récession en 2009.

Prix relatif du porc et du maïs, Québec (Ratio)



e : estimé
Source : La Financière agricole du Québec.

Recettes monétaires agricoles au Québec



Source : Statistique Canada

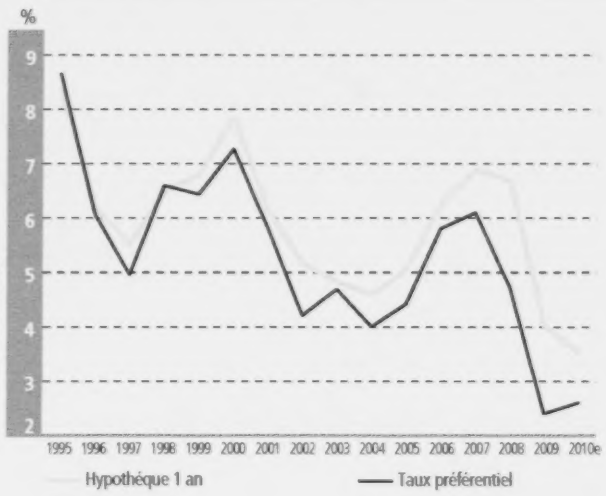
1. Depuis l'automne 2008, les inventaires de porcs ont diminué de 5 % aux États-Unis et de 7 % au Canada.

UN SUJET D'INTÉRÊT

Les taux d'intérêt n'ont pas nécessairement été un important sujet de préoccupation des producteurs agricoles au cours des dernières années. Au contraire, ils sont à des niveaux exceptionnellement bas depuis le déclenchement de la crise financière internationale en 2008. Si ce n'est pas au cours des prochains mois, nous pouvons nous attendre à ce que les taux d'intérêt se relèvent éventuellement et reviennent, au cours des prochaines années, à leur niveau d'avant la crise. Par conséquent, les entreprises agricoles pourraient avoir à supporter des taux supérieurs à ceux actuellement observés, et ce, alors que leur fonds de roulement est davantage sollicité qu'il y a quelques années. Il est cependant permis de croire que cette remontée se fera de façon graduelle, contrairement aux fluctuations parfois brusques des coûts d'alimentation ou de l'énergie.

Par ailleurs, une gestion efficace de l'entreprise peut contribuer à réduire sa vulnérabilité aux fluctuations des taux d'intérêt. La planification des investissements en éléments d'actif productif facilite une approche de financement basée sur le recours à l'endettement de façon responsable. Pour sa part, le contrôle des coûts d'exploitation permet d'améliorer la marge de manœuvre de l'entreprise pour affronter les imprévus.

Évolution des taux d'intérêt
Moyennes annuelles



e : estimé
Source : Banque du Canada

Revenu agricole net au Québec, 2005-2009	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne 2005-2009
	M$					
Recettes monétaires – Cultures	1 467,0	1 559,2	1 663,7	2 106,6	2 074,8	1 774,3
Recettes monétaires – Bétail	4 009,0	3 868,5	4 091,7	4 310,3	4 232,1	4 102,3
Recettes monétaires provenant du marché	5 476,0	5 427,7	5 755,4	6 416,9	6 306,9	5 876,6
Paiements de programmes	749,3	857,7	1 134,4	1 092,0	1 060,3	978,7
Recettes monétaires agricoles totales	6 225,3	6 285,3	6 889,8	7 509,0	7 367,1	6 855,3
Dépenses d'exploitation nettes	4 877,3	5 078,4	5 554,5	5 899,1	5 767,5	5 435,4
Revenu net comptant	1 348,0	1 206,9	1 335,3	1 609,8	1 599,6	1 419,9
Revenu net total*	**663,3**	**480,4**	**764,0**	**772,6**	**793,6**	**694,8**

* Prend en compte l'amortissement et la variation des stocks.

Source : Statistique Canada.